



CHAMBRE DE COMMERCE  
ET D'INDUSTRIE DU BURKINA FASO



---

**DIRECTION DE LA PROSPECTIVE ET DE L'INTELLIGENCE ECONOMIQUE  
(DPIE)**

*E-mail: [dpie@cci.bf](mailto:dpie@cci.bf)*

La « Note semestrielle de conjoncture » est un document de synthèse de l'enquête d'opinion réalisée auprès d'un échantillon représentatif d'environ 500 chefs d'entreprises. Elle présente d'abord la situation générale de la conjoncture internationale, sous-régionale et nationale, avant d'analyser les tendances ressenties par les opérateurs économiques en termes d'activités passées et de perspectives.

## A. CONJONCTURE INTERNATIONALE, SOUS-REGIONALE ET NATIONALE

### 1. Au plan international

Au cours du premier semestre 2016, la croissance économique mondiale est restée très faible, exposant ainsi l'économie mondiale à des risques majeurs comme la forte contraction des grands marchés émergents, une grande variabilité du climat des marchés financiers, la stagnation des économies avancées, la baisse prolongée des prix des produits de base. Cette faiblesse de la croissance fait également peser sur l'économie mondiale des risques d'aggravation des tensions géopolitiques dans différentes parties du monde et nourrit des inquiétudes autour de l'efficacité de la politique monétaire à stimuler davantage la croissance ; toutes choses qui assombrissent les perspectives à moyen terme.

**Dans les économies avancées** la croissance est restée contrastée au premier semestre de 2016. Elle a été décevante aux États-Unis mais s'est avérée plus vive que prévue au Royaume-Uni, en amont du vote décidant de la sortie de l'Union européenne. De même, si le scénario d'une reprise qui s'auto-entretient a été confirmé pour la zone euro dans son ensemble (+0,3 %), l'activité économique a marqué le pas dans certains grands pays de la zone (-0,1 % de croissance en France après un début d'année dynamique).

Les prévisions pour le second semestre 2016 tablent sur une hausse de la demande en provenance des États-Unis à la faveur d'une reprise de l'investissement productif et une amélioration graduelle de la demande des pays émergents. En revanche, l'accroissement des incertitudes politiques<sup>1</sup> assombrissent les perspectives conjoncturelles européennes. Dans la zone euro, ces incertitudes ne semblent avoir entamé ni le climat des affaires ni la confiance des ménages, et la croissance résisterait (+0,3 % au troisième trimestre puis +0,4 % au quatrième). Elle serait suffisante pour que l'emploi continue de progresser et que le chômage recule encore, à petits pas. De son côté, la croissance britannique s'infléchirait car l'incertitude sur l'avenir institutionnel du pays rendrait les investisseurs plus attentistes, malgré l'effet favorable aux exportations de la nette dépréciation de la livre sterling.

---

<sup>1</sup> Il s'agit entre autre des effets attendus du Brexit, les vagues d'attentats en France et en Allemagne, la difficulté à former un nouveau gouvernement en Espagne et l'échéance d'un référendum constitutionnel en Italie.

**Du côté des pays émergents**, le ralentissement de l'économie chinoise, à l'œuvre depuis 2010, semble avoir été enrayé, grâce à une politique budgétaire et monétaire expansionniste ; les pays exportateurs de matières premières ont profité de la stabilisation de leurs cours, notamment la Russie et le Brésil.

## 2. Au plan régional et sous-régional.

**En Afrique subsaharienne**, l'affaiblissement de la croissance constatée au dernier semestre de 2015 s'est accentué, obligeant le FMI à réduire de plus de la moitié ses prévisions de croissance de la région au second semestre de 2016. Ainsi, en lieu et place du taux de croissance de 4% annoncé en janvier dernier, le FMI parie désormais sur une croissance de +1,6% en 2016, dans la récente édition de son rapport « *Perspectives de l'économie mondiale* ». Selon ce rapport dévoilé le mardi 19 juillet 2016, l'année 2016 s'annonce, de loin, comme la pire des années pour l'économie de la région depuis plus d'une décennie.

Toutefois, ce panorama général masque une hétérogénéité considérable des trajectoires économiques dans la région. En effet, les pays<sup>2</sup> peu tributaires des exportations de ressources naturelles continuent d'afficher de bons résultats, car bénéficiant de la baisse des prix des importations de pétrole, de l'amélioration du climat des affaires et de la poursuite d'investissements massifs dans les infrastructures. En revanche, les pays<sup>3</sup> exportateurs de produits de base connaissent de sérieuses tensions économiques.

La révision drastique à la baisse des perspectives de croissance de la région au second semestre s'explique par « la conjoncture économique délicate que connaît ce dernier groupe de pays, notamment les plus grands [de la région], qui s'adaptent difficilement à la diminution des recettes tirées des produits de base ». Au Nigéria, les analystes<sup>4</sup> prévoient une récession, avec un recul de -1,8 % de l'activité économique, contre un taux de croissance supérieur à +2% évoqué il y a à peine trois mois. La plus grande économie du continent fait face aux pénuries de devises provoquées par la baisse des recettes pétrolières, à la faible production d'énergie électrique et à une perte de confiance des investisseurs, selon le FMI. Ces révisions apportées à la croissance du Nigeria<sup>5</sup> sont la principale raison de la rétrogradation des perspectives de croissance du groupe des pays en développement à faible revenu.

---

<sup>2</sup> 22 pays parmi lesquels la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, le Kenya et le Sénégal qui continuent d'enregistrer des taux de croissance supérieurs à 6%

<sup>3</sup> C'est le cas des 23 autres pays dont notamment l'Afrique du Sud, l'Angola et le Nigéria, la République démocratique du Congo, le Ghana, la Zambie et le Zimbabwe qui ont vu leur activité économique ralentir considérablement, ou continuent à n'enregistrer qu'une croissance molle.

<sup>4</sup> Voir Joël T-Léssia dans Jeune Afrique

<sup>5</sup> Le pays perd sa place de première économie africaine au profit de l'Afrique du Sud.

Dans la sous-région UEMOA, les performances économiques contrastent avec celles de l'ensemble de la région subsaharienne. Le PIB de la région s'est accru de 7,2% et 7,5% respectivement au premier et au second trimestre de 2016, selon les données de la BCEAO. Cette bonne performance des économies de l'union est tirée par le secteur primaire qui contribue à environ 3,5 point à la croissance du PIB de l'union bien que ce secteur reste affecté par une évolution contrastée<sup>6</sup> des cours mondiaux des matières premières d'exportation qui dominent les économies de la région.

### 3. Au plan national

Au plan national, l'activité économique au premier semestre 2016 a évolué sous l'influence de deux événements majeurs aux effets opposés. Il s'agit d'une part des premiers attentats terroristes d'envergure sur le sol burkinabé en janvier 2016, et d'autre part de l'espoir suscité par la sortie du pays de la période de transition politique avec les élections de décembre 2015. Sous l'effet combiné de ces facteurs, l'activité économique a connu une reprise timide au premier trimestre 2016 (0,4% de taux de croissance) qui s'est accélérée au second trimestre avec un taux de croissance du PIB réel 5,8%. Cette reprise fort appréciable de l'activité a été tirée en grande partie par l'activité du secteur tertiaire (12,4% de croissance au second trimestre), notamment des services non marchands et dans une moindre mesure à la reprise de l'activité dans l'industrie extractive (+9,0%) et énergétique (+3,4%).

#### Références bibliographique

**Coface (2016).** « Afrique sub-saharienne : touchée mais pas coulée ». Publication économiques de Coface. Juin 2016.

**Coface (2016).** « Baromètre des risques sectoriels dans le monde ». Publication économiques de Coface. Juillet 2016.

**FMI (2015).** « Afrique subsaharienne : Afrique subsaharienne : Une croissance à plusieurs vitesses ». Perspectives économiques régionales. Octobre 2016.

**FMI (2016).** « Incertitude au lendemain du référendum au Royaume-Uni ». Perspectives de l'économie mondiale. .

**INSD (2016).** « Les comptes nationaux trimestriels ». Premier trimestre 2016. Juin 2016.

**INSD (2016).** « Les comptes nationaux trimestriels ». Deuxième trimestre 2016.

**INSEE (2015).** « La reprise s'auto-entretient dans la zone euro ». Note de conjoncture. Juin 2016.

**UEMOA (2016).** « Note de conjoncture économique régionale dans l'UEMOA ». Note N°31. Premier trimestre 2016. Juin 2016.

---

<sup>6</sup> Pendant que les cours moyens du caoutchouc, du café et du coton se sont repliés respectivement de 13,2%, 7,5% et 4,0% en rythme annuel, ceux du cacao et de l'or se sont redressés respectivement de 1,0% et 5,6%.

## B. SYNTHÈSE DE L'OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES

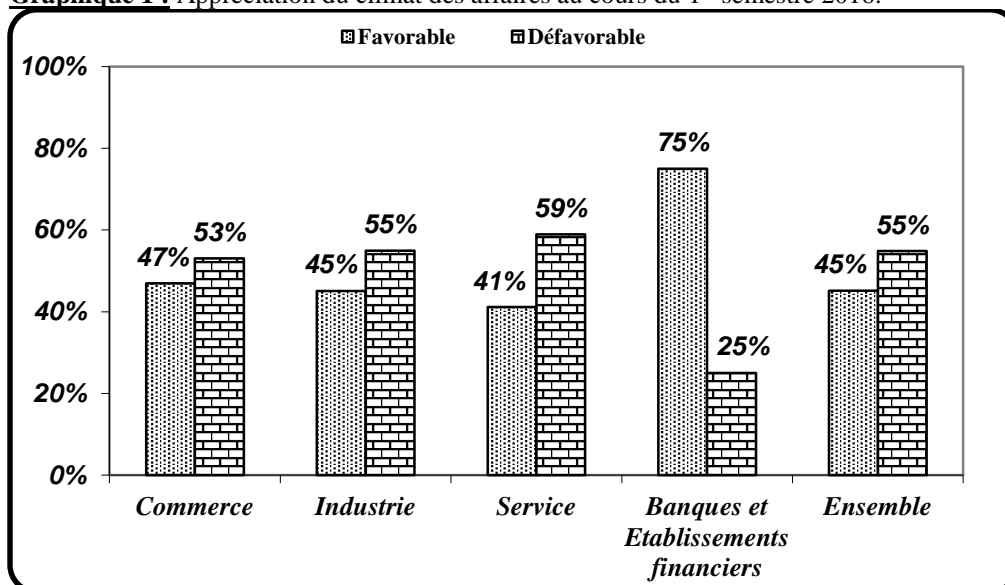
Cette partie présente les principaux résultats de l'enquête nationale d'opinion réalisée auprès des entreprises. L'enquête s'est déroulée du 04 au 14 juillet 2016 et a concerné les entreprises du commerce, de l'industrie, des banques et établissements financiers et des autres services.

### 1. SITUATION D'ENSEMBLE

#### Le climat des affaires

Dans l'ensemble, le climat des affaires au 1<sup>er</sup> semestre 2016 est ressorti **défavorable** pour 55% des opérateurs économiques, soit 3 points en moins par rapport au semestre précédent. Cette situation est plus marquée dans le secteur des services (59%), suivi de l'industrie (55%), du commerce (53%) et des banques et établissements financiers (25%).

**Graphique 1 :** Appréciation du climat des affaires au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2016.

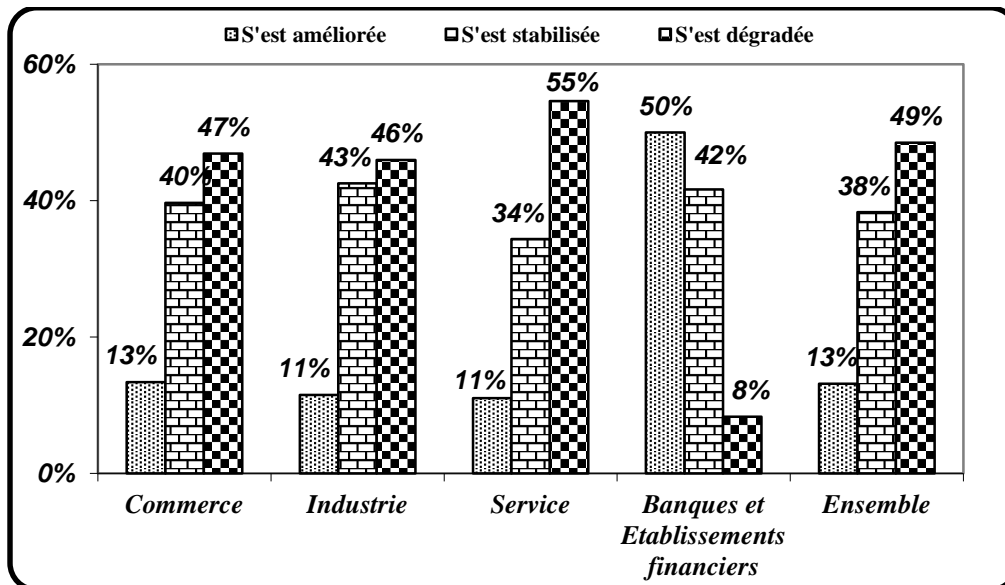


#### La trésorerie

Au premier semestre 2016, la situation de la trésorerie des entreprises s'est dégradée pour 49% des opérateurs économiques contrairement au 2<sup>e</sup> semestre 2015 où elle s'était stabilisée pour la majorité d'entre eux.

Cette dégradation de la trésorerie est constatée dans les différentes sous-catégories, exceptées dans les banques et établissements financiers où 50% des acteurs pensent que leur trésorerie s'est améliorée.

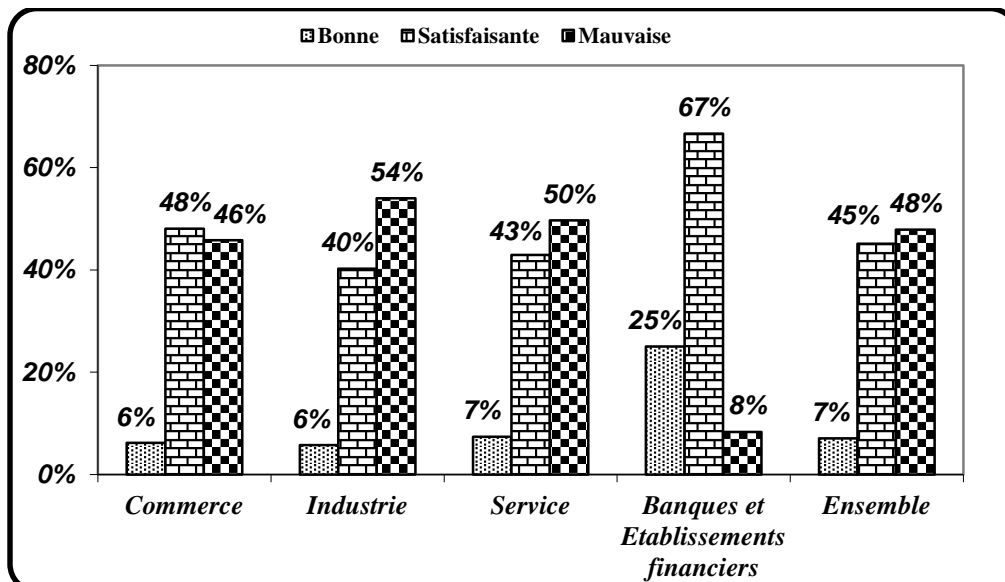
**Graphique 2 :** Evolution du niveau de la trésorerie au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2016.



Cependant, l'appréciation du niveau de la trésorerie est mitigée. En effet, 48% estiment qu'elle est mauvaise contre 45% qui pensent qu'elle est satisfaisante. Seulement 7% des opérateurs économiques affichent, selon eux, une bonne trésorerie.

D'un point de vue sectoriel, 54% des industriels et 50% des acteurs des services estiment que le niveau de leur trésorerie est mauvais. Quant aux secteurs du commerce et des banques et établissements financiers, la trésorerie est jugée satisfaisante respectivement pour 48% et 67% des chefs d'entreprises.

**Graphique 3 :** Appréciation du niveau de la trésorerie au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2016.

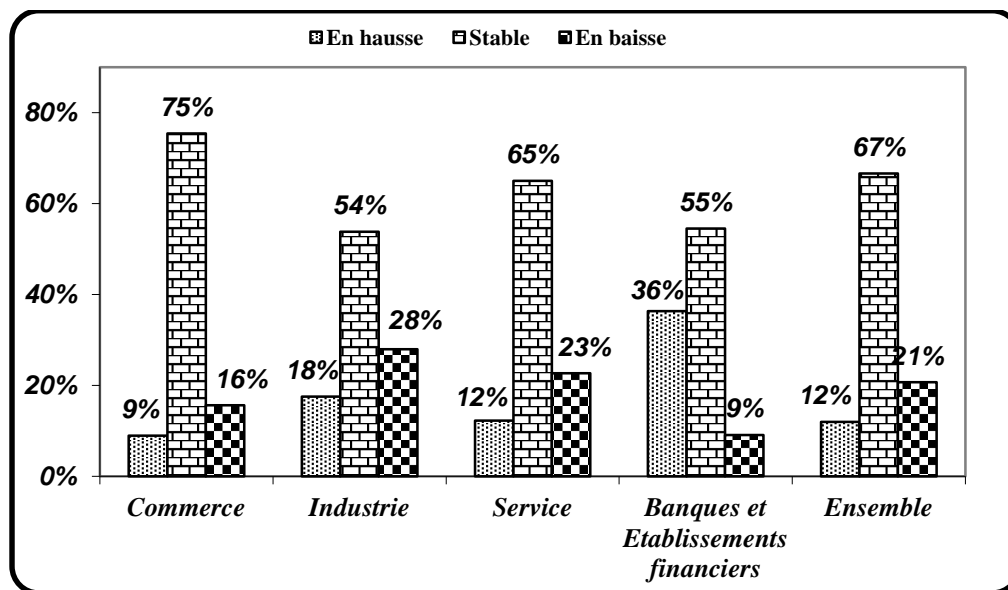


## L'emploi

Le niveau de l'emploi était stable au 1<sup>er</sup> semestre 2016 de l'avis de 67% des entrepreneurs soit trois (3) points de plus qu'au 2<sup>ème</sup> semestre 2016.

Cet état des faits a été observé au plan sectoriel, chez 75% des acteurs du commerce, 65% de ceux des services, 55% des banques et établissements financiers et 54% des acteurs de l'industrie.

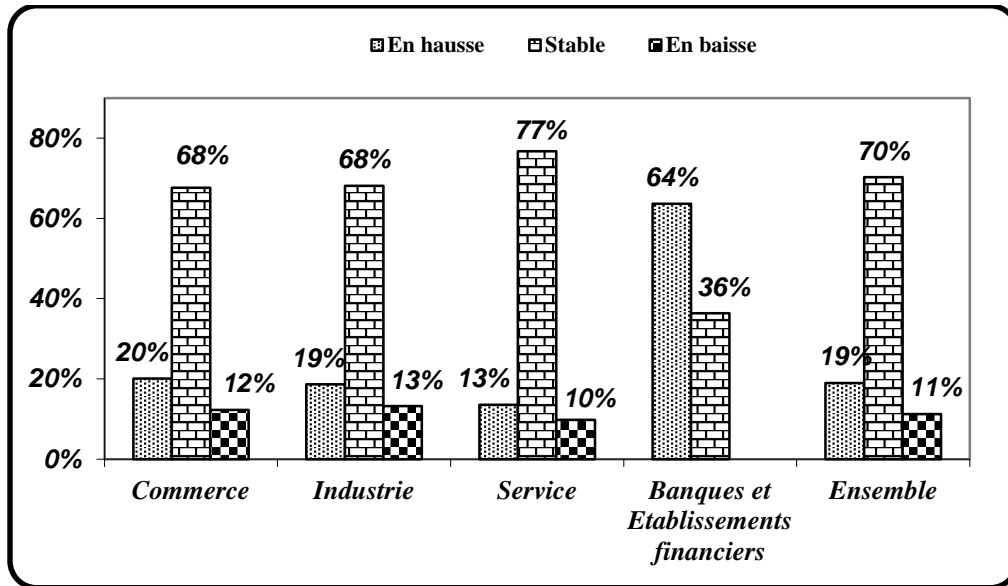
**Graphique 4 :** Evolution de l'effectif employé au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2016.



En ce qui concerne les prévisions d'embauche, l'on note que plus de 2/3 des chefs d'entreprises ne prévoient pas de recrutement (stabilité de l'emploi) au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2016 tandis que 12% seulement prévoient une hausse.

A l'exception du secteur financier où 64% des banques et établissements financiers prévoient de recruter du personnel pour leurs besoins, les autres secteurs ont prévu maintenir leur effectif employé.

**Graphique 5 :** Prévision de l'évolution de l'effectif employé au 2<sup>ème</sup> semestre 2016

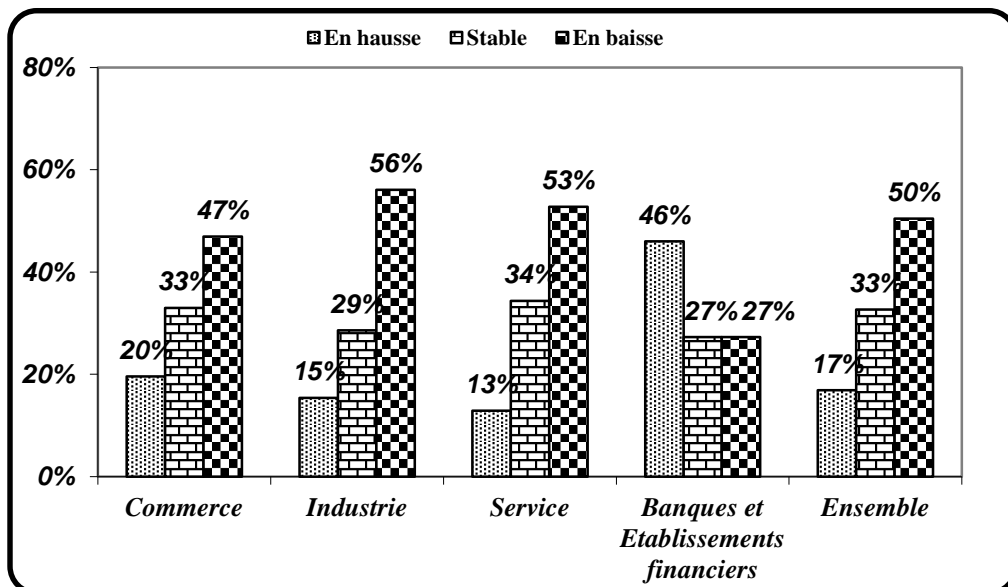


### Le chiffre d'affaires

Tout comme au semestre passé, le chiffre d'affaire a connu une évolution à la baisse au premier semestre 2016 de l'avis de la moitié des chefs d'entreprises interrogés. Cette baisse a été observée par 56% des industriels, 53% des prestataires de services et 47% des commerçants.

Toutefois, 46% des chefs d'entreprises des banques et autres établissements financiers ont enregistré une hausse du niveau de leur chiffre d'affaires au premier semestre 2016.

**Graphique 6 :** Evolution chiffre d'affaires au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2016.



Au premier semestre 2016, le chiffre d'affaires des entreprises devrait augmenter de l'avis de 40% des responsables et également 40% pensent qu'il restera stable.

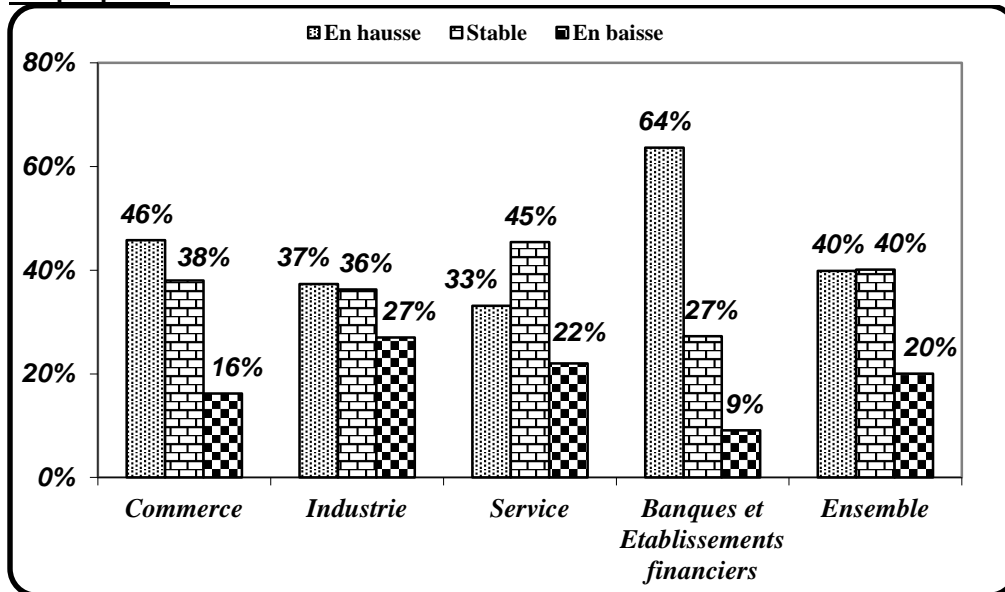


20% d'entre eux estiment que leur chiffre d'affaires au second semestre 2016 sera en baisse.

La hausse du chiffre d'affaires est attendue dans le secteur des banques et établissements financiers pour 67% des acteurs, et dans le secteur du commerce pour 46% d'entre eux. Il est également attendu une hausse du chiffre d'affaires de l'avis de 37% des industriels.

Quant au secteur des services, la stabilité domine dans les prévisions pour 46% des chefs d'entreprises.

**Graphique 7 :** Prévision de l'évolution du chiffre d'affaires au cours au 2<sup>ème</sup> semestre 2016



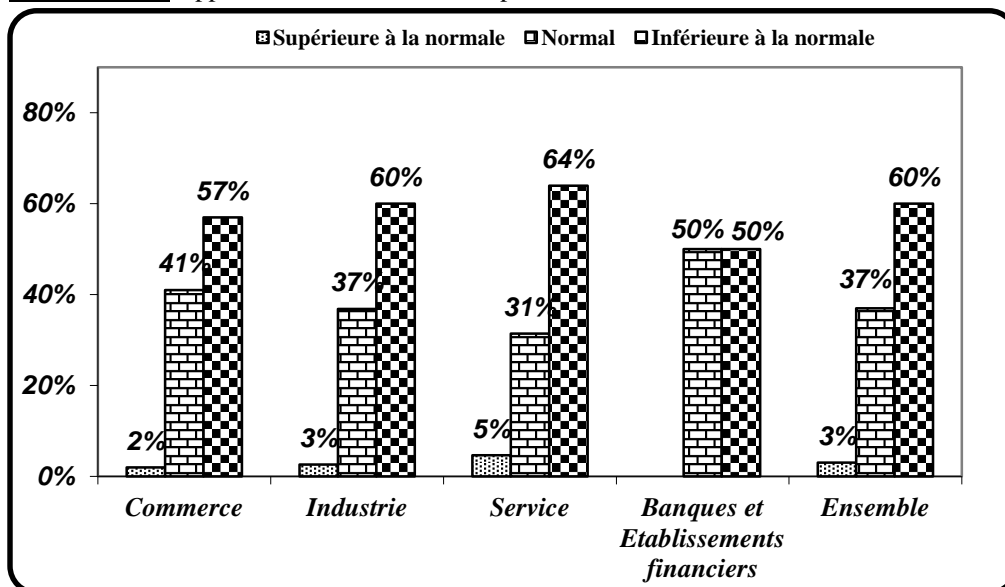
### Les exportations

Pour les entreprises exportatrices, le volume des exportations est ressorti inférieur à la normale au 1<sup>er</sup> semestre 2016 pour la majorité d'entre elles (60%), stable pour 37% et en hausse pour seulement 3%.

Cette tendance des exportations domine dans les différents secteurs d'activités autres que les établissements financiers : 64% chez les prestataires de services, 60% chez les industriels et 57% chez les commerçants.

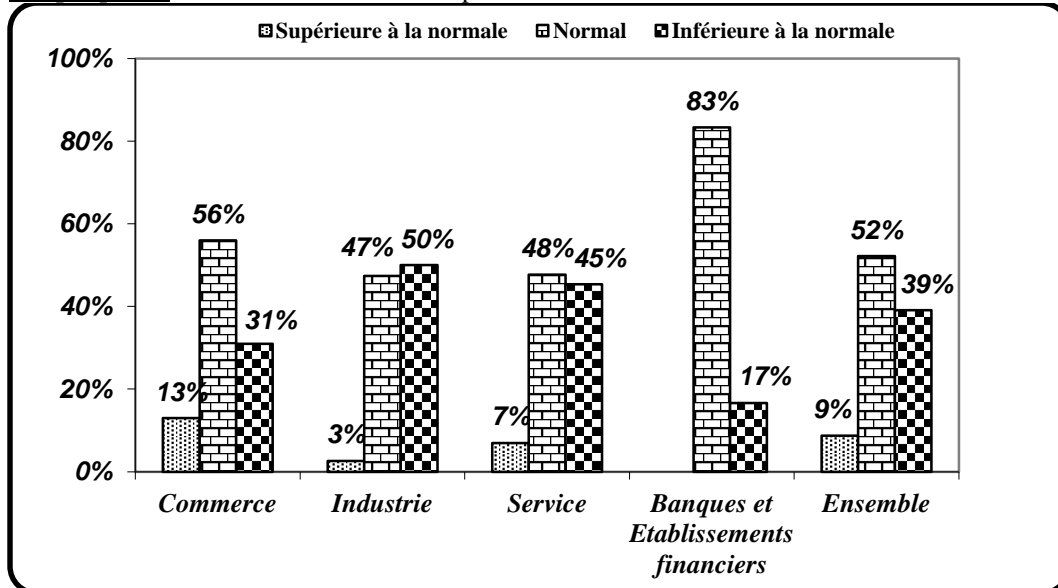
Par contre, pour les banques et établissements financiers, le niveau des exportations en volume est normal pour 50% des acteurs et supérieur à la normale pour l'autre moitié des chefs d'entreprises exportatrices.

**Graphique 8 :** Appréciation du niveau des exportations en volume au 1<sup>er</sup> semestre 2016.



En ce qui concerne les prévisions à l'exportation au cours du premier semestre 2016, 52% des chefs d'entreprises pensent qu'elles seront stables contre 39% qui pensent qu'elles seront en baisse. Cette opinion peu favorable est plus observée dans le secteur de l'industrie tandis que dans les autres secteurs, la tendance est à la stabilité.

**Graphique 9 :** Prévision du niveau des exportations en volume au 2<sup>ème</sup> semestre 2016.



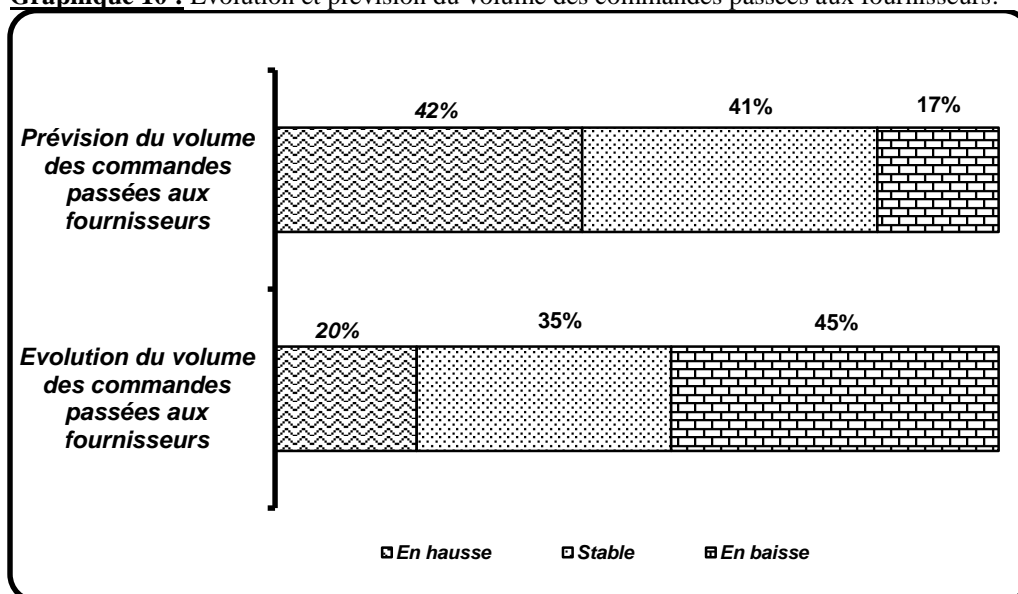
## 2. COMMERCE

Pour le premier semestre 2016, 45% des commerçants prévoient une hausse du volume des commandes passées aux fournisseurs. Ce sont seulement 20% d'entre eux qui ont pu réaliser leurs prévisions.

De plus, les commandes sont en baisse de l'avis de 45% des commerçants, soit trois (3) points en moins par rapport au 2<sup>ème</sup> semestre 2015.

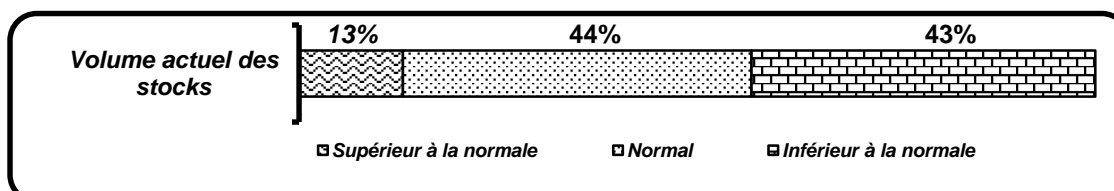
Malgré ces tendances, 42% des commerçants affichent un certain optimisme sur la hausse des commandes passées aux fournisseurs pour le second semestre 2016.

**Graphique 10 :** Evolution et prévision du volume des commandes passées aux fournisseurs.



Le volume des stocks est resté supérieur à la normale pour 13% des commerçants, soit trois (3) points de moins par rapport au 2<sup>ème</sup> semestre 2015. Par ailleurs, le volume des stocks de produits est resté normal pour 44% des commerçants.

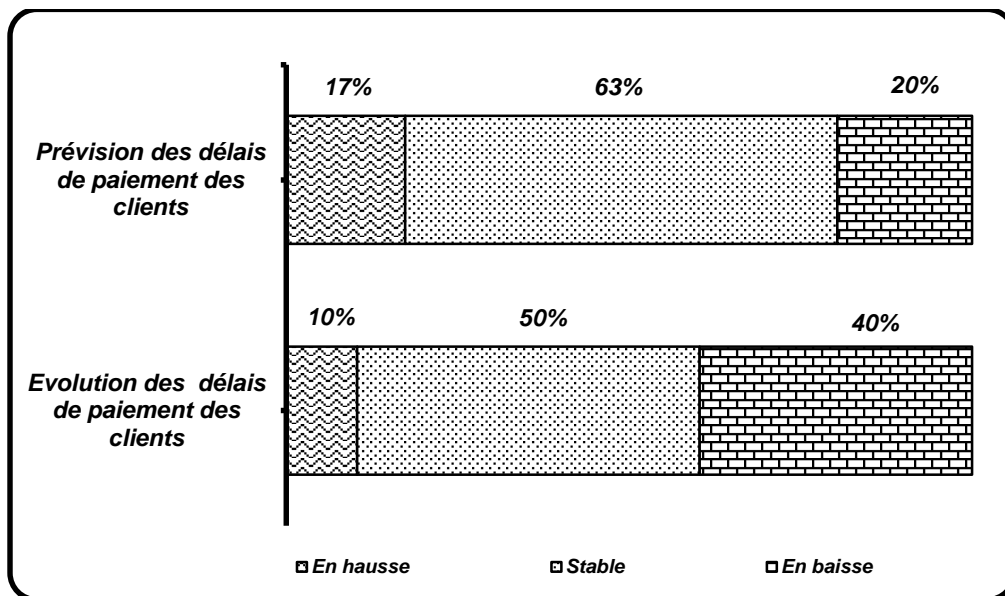
**Graphique 11 :** Appréciation du volume actuel des stocks.



Les délais de paiement des clients sont restés stables pour la moitié des chefs d'entreprises de commerce et en baisse pour 40% d'entre eux.

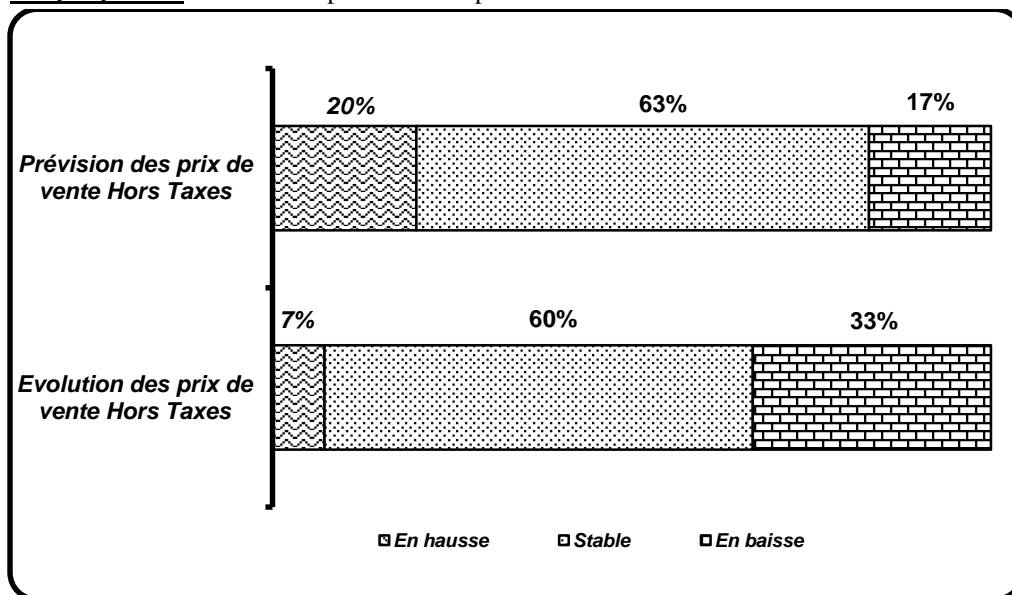
Pour le premier semestre 2016, la grande majorité des chefs d'entreprises (63%) de commerce estiment que les délais de paiement de leurs clients sont restés stables. L'augmentation des délais de paiements de la clientèle est attendue chez 17% des commerçants au cours du prochain semestre et la baisse des délais chez 20%.

**Graphique 12 :** Evolution et prévision des délais de paiement des clients.



Les prix de ventes sont restés stables au 1<sup>er</sup> semestre tout comme au semestre précédent. Pour le second semestre 2016, 63% des commerçants tablent sur une stabilité des prix hors taxes et seulement 20% envisagent une hausse des prix.

**Graphique 13 :** Evolution et prévision des prix de vente hors taxes.



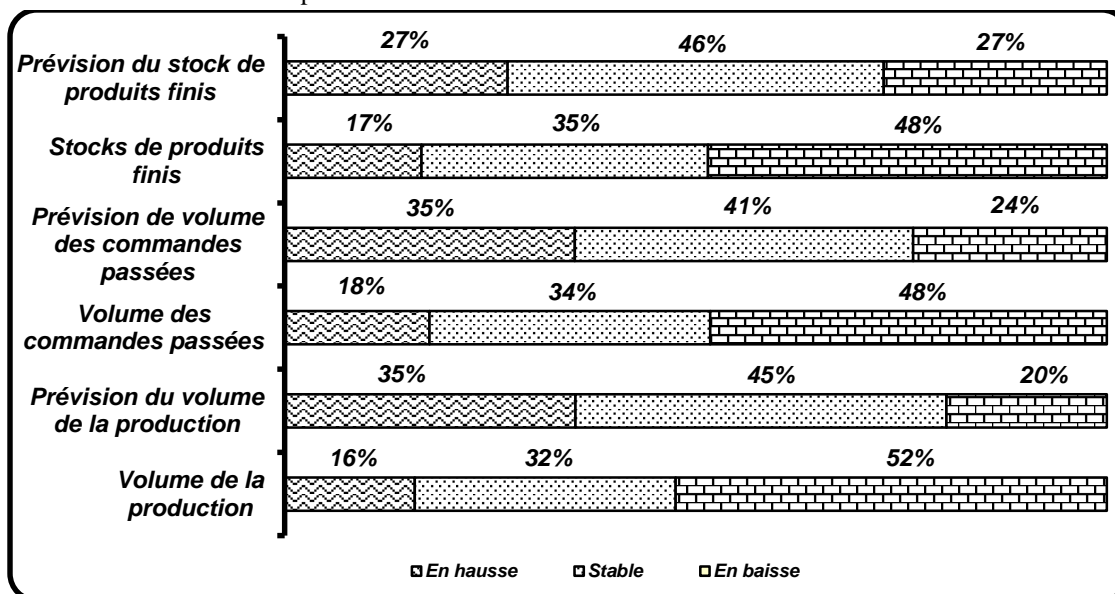
### 3. INDUSTRIE

Dans le secteur industriel, la production s'est accrue pour 16% des entreprises. Cependant, une baisse de production a été observée chez plus de la moitié (52%) des industriels au 1<sup>er</sup> semestre 2016. Les prévisions de production industrielles tablent sur une hausse pour 35% des industriels et une stabilité chez 45% d'entre eux.

Pour ce qui concerne le volume des commandes passées aux fournisseurs, il est en baisse chez 48% des industriels contre 55% au 2<sup>ème</sup> semestre 2015. Seulement 18% des industriels ont observé une hausse des commandes passées aux fournisseurs. Au premier semestre 2016, 35% des industriels s'attendent à une hausse.

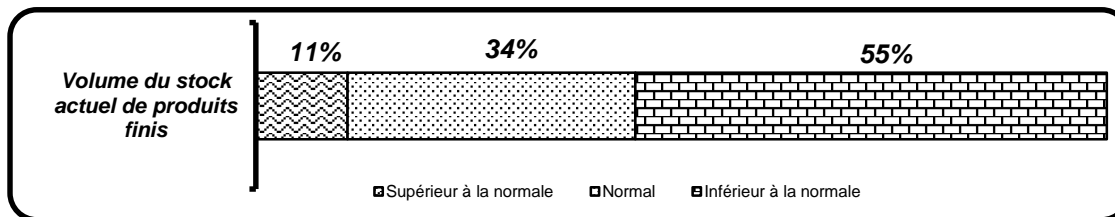
Enfin le stock de produits finis a connu une hausse chez 17% des industriels contre 11% au semestre précédent. Les prévisions de hausse de stock de produits finis concernent 27% des acteurs du secteur tandis que les prévisions de baisse de stock concernent également 27% d'entre eux.

**Graphique 14 :** Evolution et prévision du volume de la production, du volume des commandes passées aux fournisseurs et du stock de produits finis.



En ce qui concerne le volume actuel des stocks, 34% des industriels estiment qu'il est normal tandis que pour 55% d'entre eux, les stocks sont inférieurs à la normale. Par ailleurs, seuls 11% des acteurs affirment avoir un volume actuel des stocks en hausse.

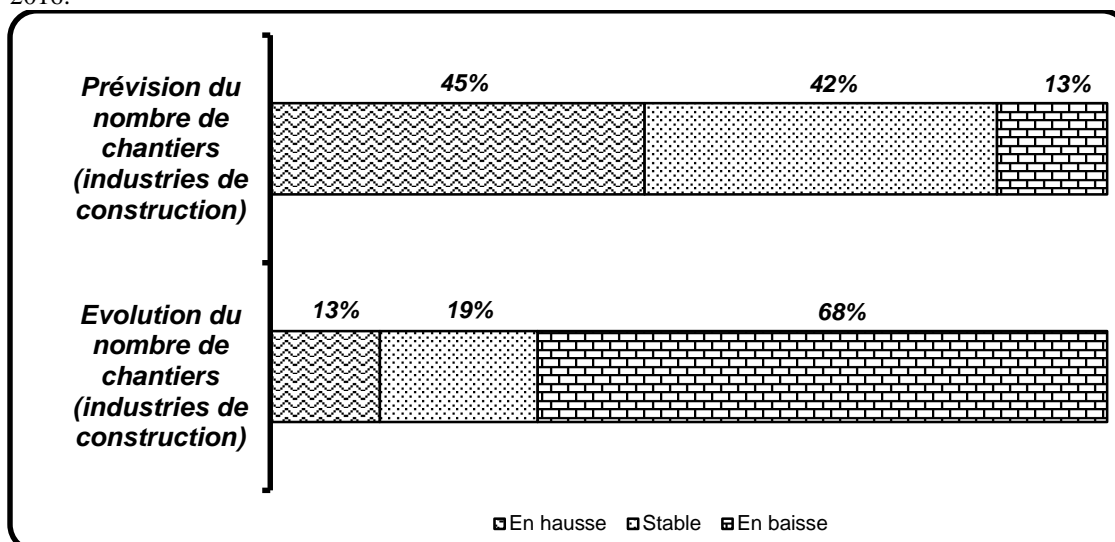
**Graphique 15 :** Appréciation du volume actuel des stocks.



Le nombre de chantiers des entreprises de construction a connu une baisse pour plus de 2/3 d'entre elles (68%). Seulement 13% des entreprises de BTP ont connu une hausse de leur nombre de chantiers contre 11% au semestre précédent.

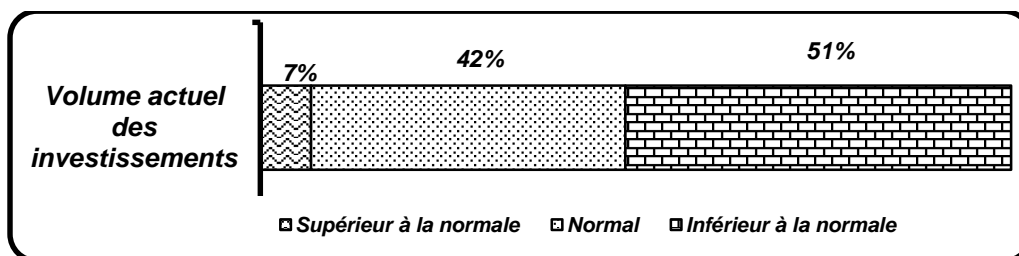
Pour le premier semestre 2016, 45% des chefs d'entreprises dans le domaine de la construction s'attendent à une hausse de leur nombre de chantiers de construction.

**Graphique 16 :** Evolution et prévision du nombre de chantiers des industries de construction au 1<sup>er</sup> semestre 2016.



Le volume des investissements des industriels est ressorti inférieur à la normale pour plus de la moitié d'entre eux soit 51% et normal pour 42%. Seuls 7% des acteurs ont observé un volume d'investissements supérieur à la normale, soit quatre (4) points en moins par rapport au semestre précédent.

**Graphique 17 :** Volume des investissements des industriels au 1<sup>er</sup> semestre 2016.

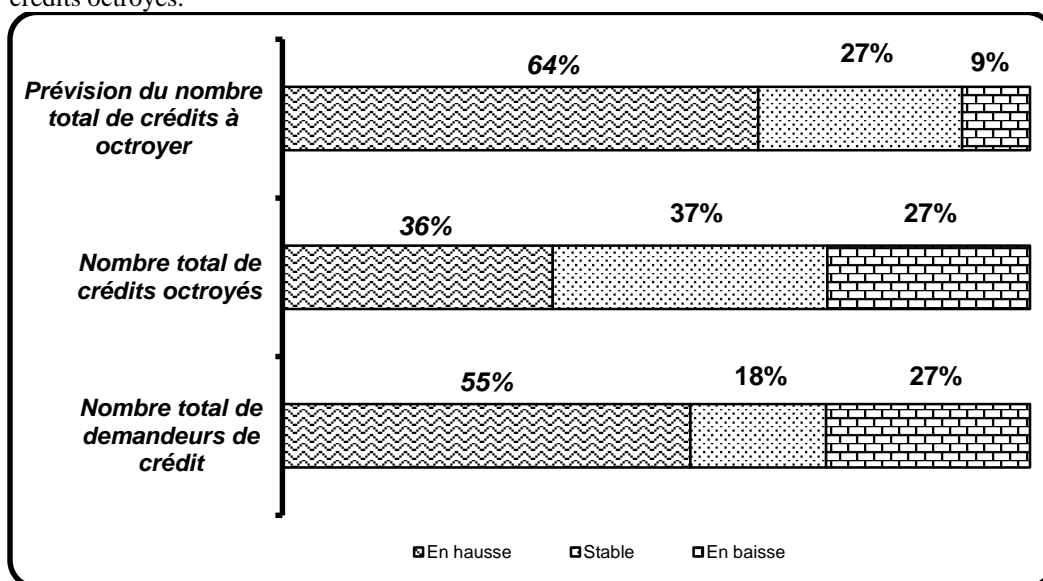


#### 4. BANQUES ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS

Plus de la moitié des banques et établissements financiers (55%) ont enregistré une hausse du nombre de clients demandeurs de crédits au premier semestre 2016. Par ailleurs, le nombre de crédits octroyés a aussi évolué à la hausse au cours de la même période de l'avis de seulement 36% des chefs d'entreprises du secteur, ce qui est largement inférieur au chiffre de 67% pour le semestre passé.

Quant aux prévisions d'évolution du nombre de demandeurs de crédits, 64% des acteurs du secteur financier anticipent une hausse pour le second semestre 2016.

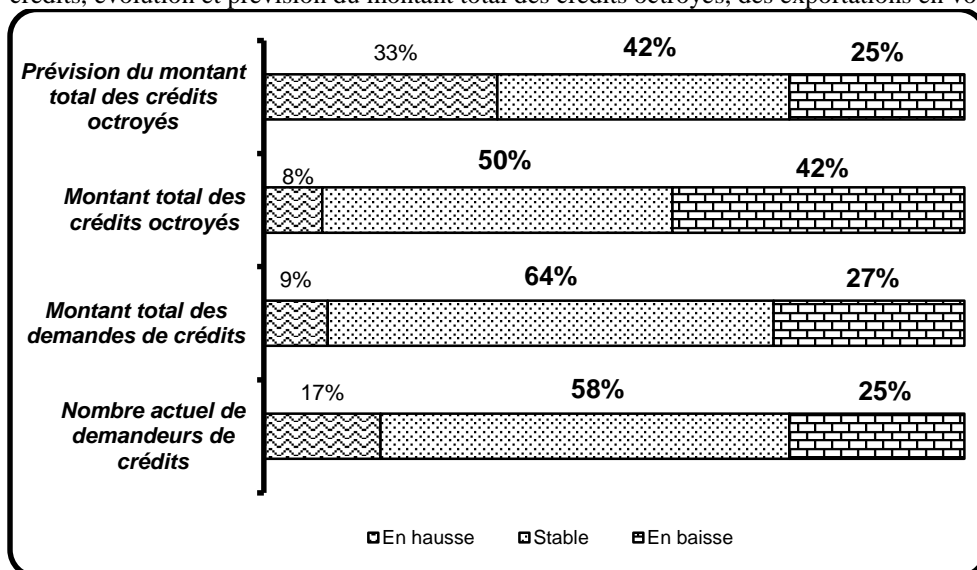
**Graphique 18 :** Evolution du nombre total de demandeurs de crédits, évolution et prévision du nombre total de crédits octroyés.



Le nombre de demandeurs de crédits et le montant total des demandes de crédits au 1<sup>er</sup> semestre 2016 sont ressortis stables respectivement pour 58% et 64% des banques et établissements financiers.

Concernant le volume global des crédits octroyés, 50% des chefs d'entreprises financières ont constaté une stabilité au premier semestre 2016 et 42% d'entre eux prédisent la même tendance pour les six prochains mois de l'année 2016. En outre, 1/3 d'entre eux prévoient une hausse de ces crédits pour le semestre à venir.

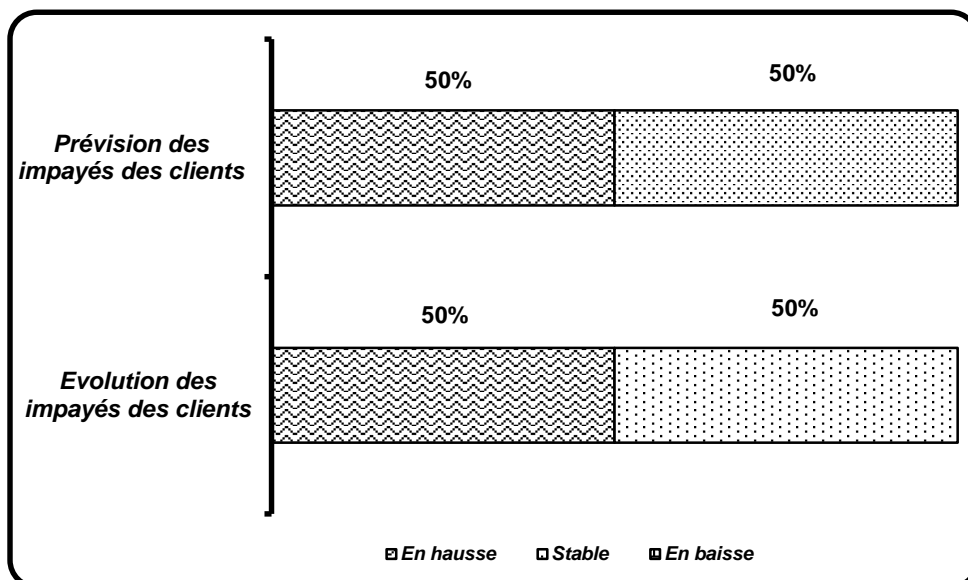
**Graphique 19 :** Appréciation du nombre actuel de demandeurs de crédits, du montant total des demandes de crédits, évolution et prévision du montant total des crédits octroyés, des exportations en volume.



Au premier semestre 2016, les avis des chefs d'entreprises sont partagés entre une hausse et une stabilité des impayés des clients.

Pour le second semestre 2016, les avis restent partagés sur l'évolution des impayés entre une hausse et une baisse.

**Graphique 20 :** Evolution et prévision des impayés des clients des banques et établissements financiers au 1<sup>er</sup> semestre 2016.

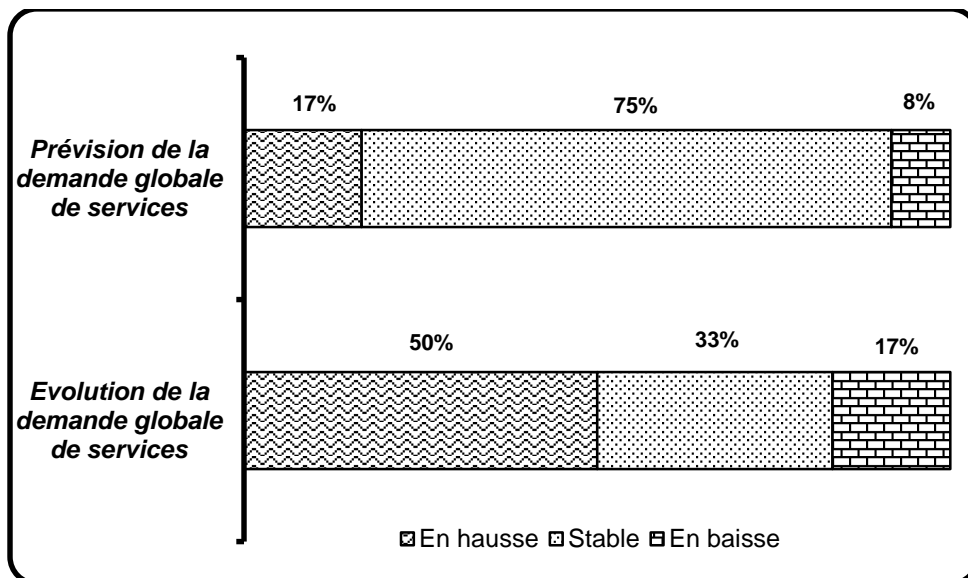


Pour la moitié des chefs d'entreprises du secteur financier, la demande globale des services bancaires et financiers a évolué à la hausse. Par contre, pour 33% d'entre elles, la demande globale de leurs services a stagné. Elle a baissé pour 17% d'entre eux.

Toutefois, 17% des acteurs prédisent une augmentation de la demande globale au second semestre 2016 contre ¾ qui pensent que la demande globale de services va stagner.



**Graphique 21 :** Evolution et prévision de la demande globale des services au 1<sup>er</sup> semestre 2016.

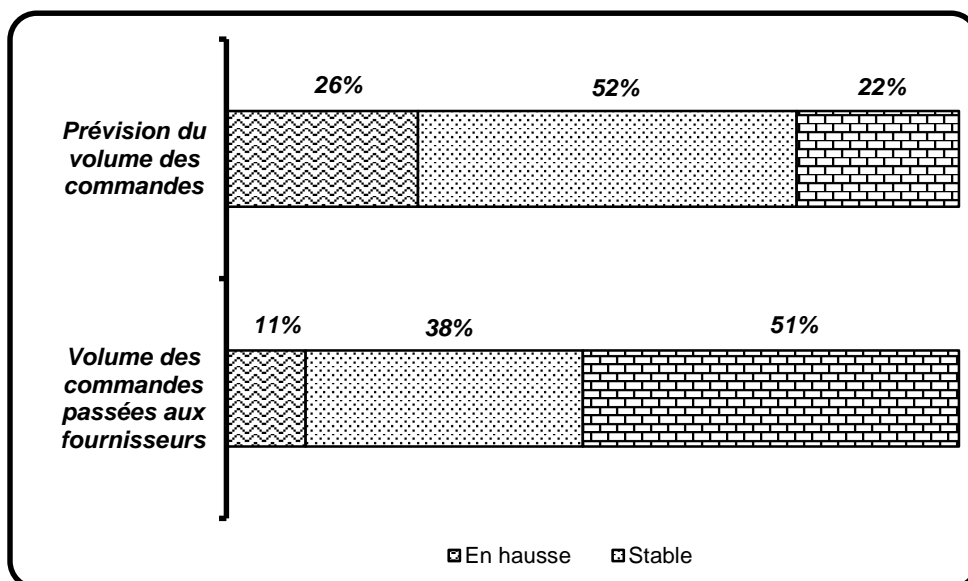


## 5. AUTRES SERVICES

Le volume des commandes passées aux fournisseurs a baissé au premier semestre 2016 de l'avis de plus de la moitié des entreprises prestataires de services (51%) alors que chez 38% d'entre eux, il a stagné.

Pour le premier semestre 2016, près d'un quart (1/4) des prestataires soit 26% d'entre eux prévoient une hausse du volume des commandes à passer à leurs fournisseurs. En revanche, plus de la moitié (52%) des chefs d'entreprises du secteur des services prévoient un niveau stable du volume des commandes fournisseurs.

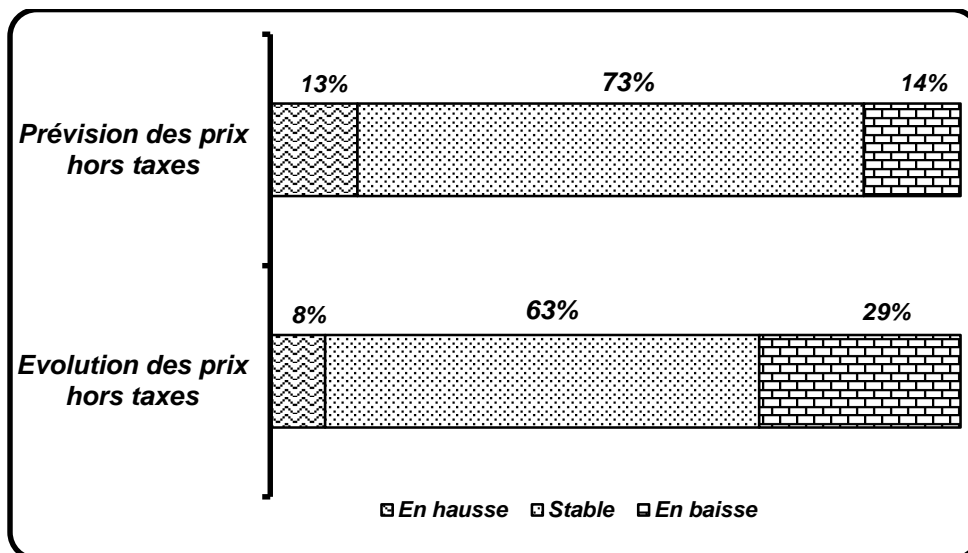
**Graphique 22 :** Evolution et prévision du volume de commandes passées aux fournisseurs.



Les prix Hors Taxes des prestations de services ont connu une stabilité au cours du premier semestre 2016 de l'opinion de 63% des entreprises prestataires de services.

La stabilité des prix Hors Taxes sera également observée au cours des six prochains mois de l'avis de 73% des chefs d'entreprises prestataires de services même si 13% d'entre eux prévoient une hausse.

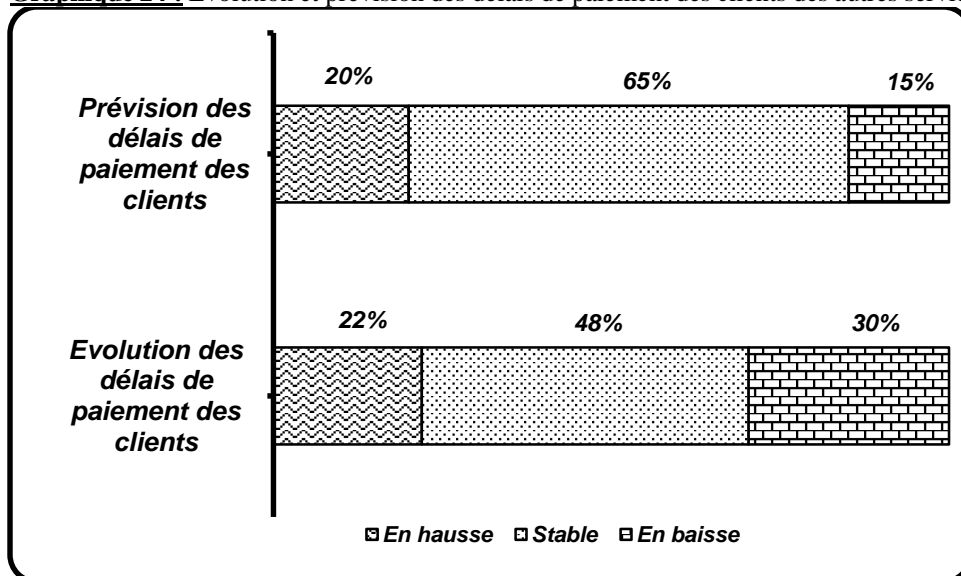
**Graphique 23 :** Evolution et prévision des prix hors taxes des autres services au 1<sup>er</sup> semestre 2016.



Pour ce qui est de l'évolution des délais de paiement des clients dans le secteur des services, les avis sont principalement partagés entre une stabilité (48% des prestataires) et une baisse (30%) au premier semestre 2016.

Pour le second semestre, 65% d'entre eux prédisent un maintien de la stabilité des délais de paiement des clients.

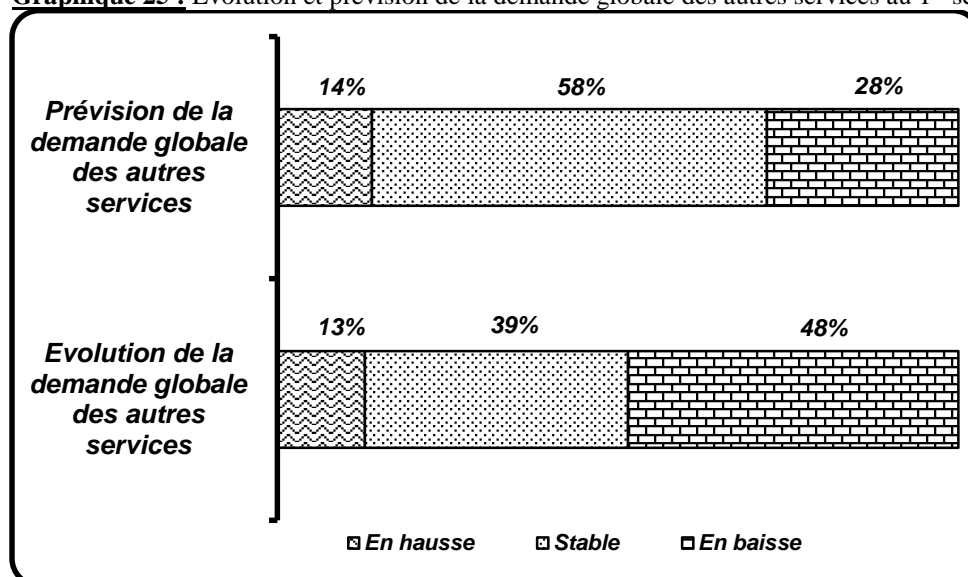
**Graphique 24 :** Evolution et prévision des délais de paiement des clients des autres services au 1<sup>er</sup> semestre 2016.



La demande globale des services a baissé au premier semestre 2016 pour 48% des acteurs et s'est stabilisé pour 39% d'entre eux.

Quant aux prévisions du niveau de la demande globale de services pour le second semestre 2016, une hausse est attendue seulement de l'avis de 14% des acteurs de services contre 58% qui espèrent une stabilité.

**Graphique 25 :** Evolution et prévision de la demande globale des autres services au 1<sup>er</sup> semestre 2016.



## 6. PRINCIPALES CONTRAINTES AU PREMIER SEMESTRE

Il s'agit des difficultés rencontrées par les entreprises et qui entravent le bon fonctionnement de l'activité économique.

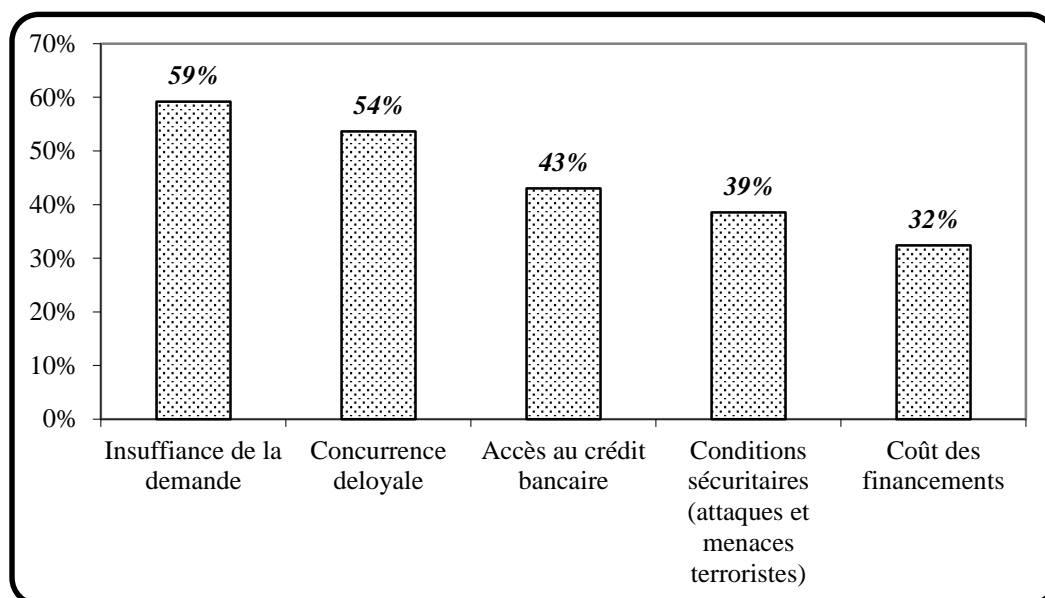
Les principales contraintes énumérées par les chefs d'entreprises demeurent quasiment les mêmes et sont transversales aux différents secteurs d'activités. Cependant, contrairement aux semestres précédents où la concurrence déloyale a été la difficulté la plus exprimée, l'insuffisance de la demande est devenue la contrainte la plus évoquée par les différents acteurs du monde économique (plus de la moitié des répondants) hormis dans le secteur des banques et établissements financiers.

S'en suivent la concurrence déloyale ainsi que l'accès au crédit bancaire notamment dans l'industrie. Par ailleurs, les dégradations des conditions sécuritaires qu'a connue le pays n'est pas restée sans conséquence sur l'activité économique de façon générale de l'avis des opérateurs économiques. En effet, 39% des commerçants, 33% des industriels, 47% des acteurs des services et plus de 2/3 des banques et établissements financiers ont pointé du doigt l'impact négatif des risques sécuritaires sur leurs activités.

Les graphiques ci-dessous illustrent les principales difficultés rencontrées par les chefs d'entreprises suivant leur secteur d'activité.

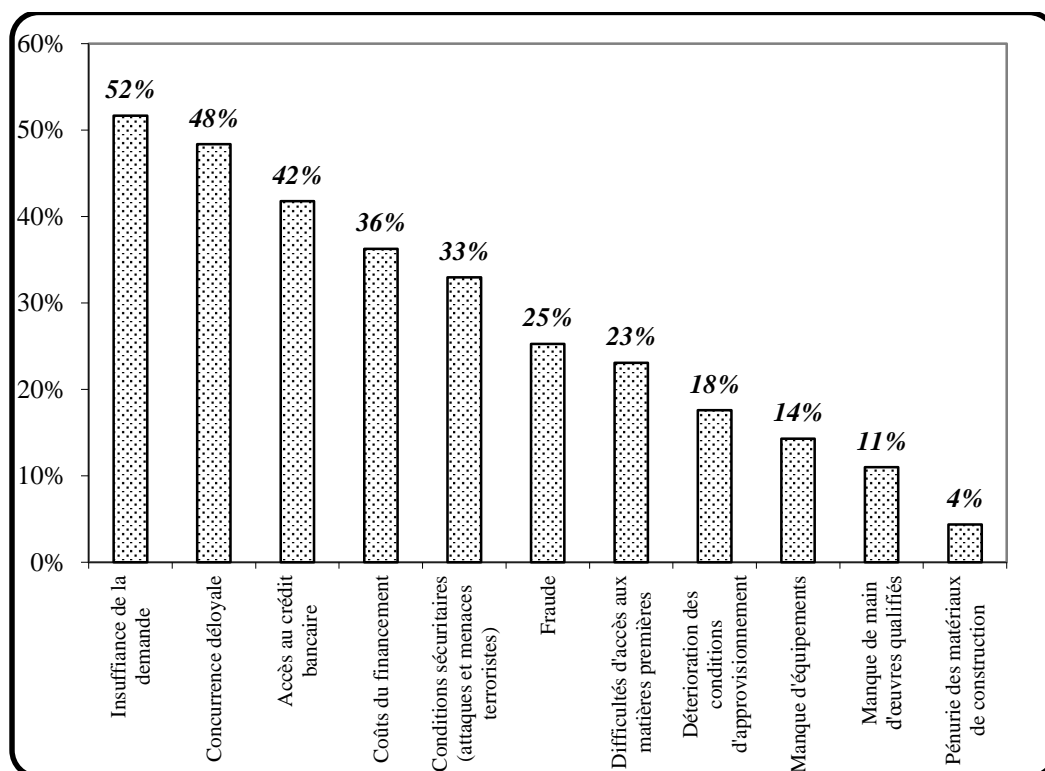
## Commerce

**Graphique 26 :** Principales contraintes au niveau du Commerce.



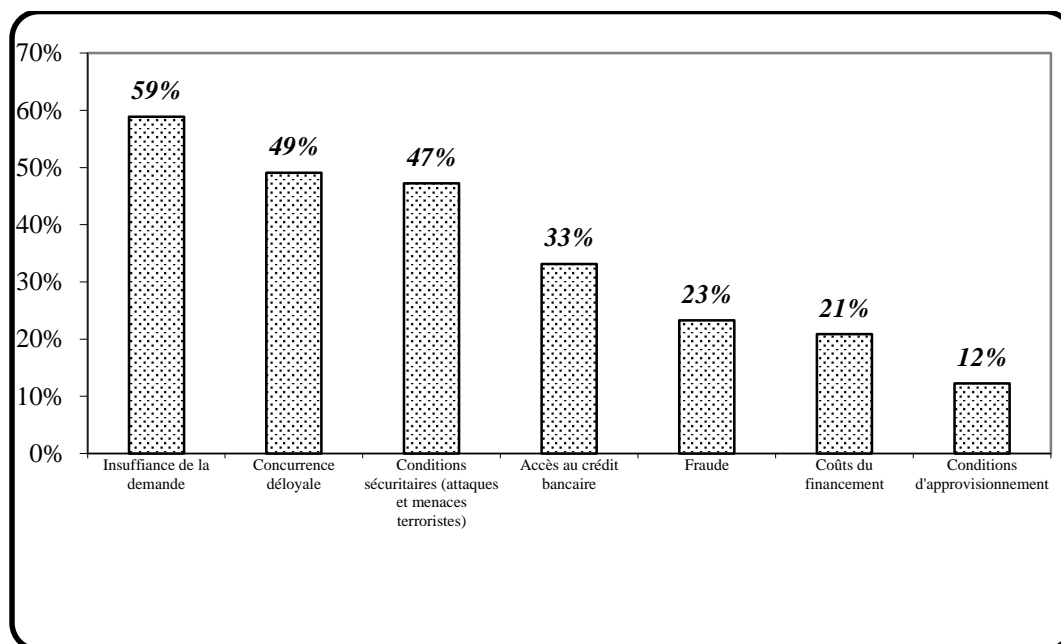
## Industrie

**Graphique 27 :** Principales contraintes au niveau de l'Industrie.



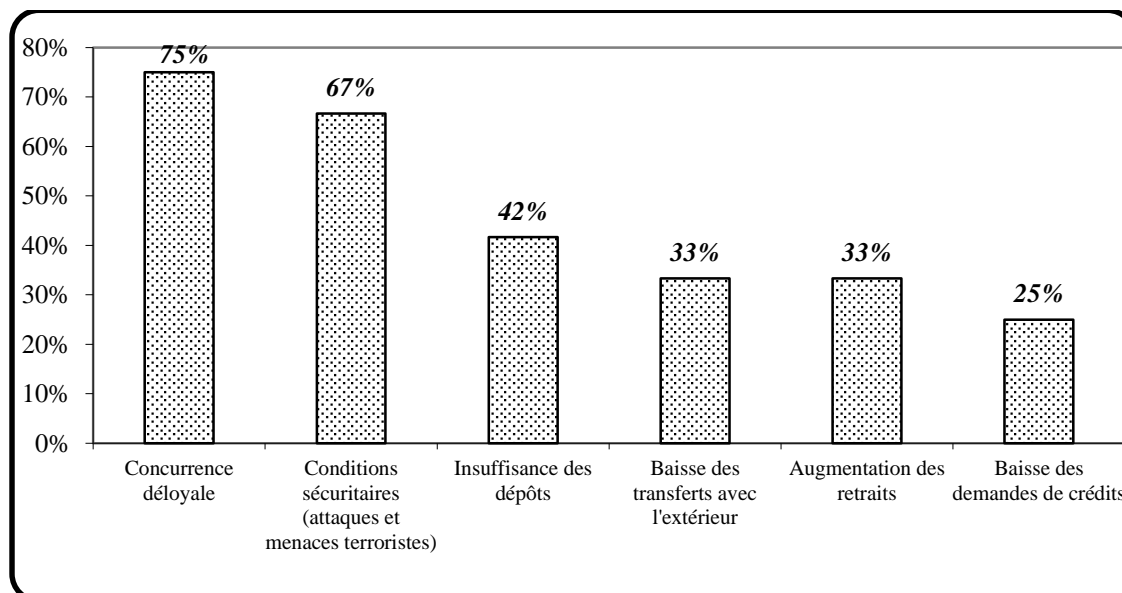
Autres Services

**Graphique 28 :** Principales contraintes au niveau des Autres Services.



Banques et établissements financiers

**Graphique 29 :** Principales contraintes au niveau des Banques et établissements financiers.



**METHODOLOGIE D'ENQUETE**

La méthodologie de sondage utilisée est celle des quotas. La sélection de l'échantillon a été faite en respectant la structure du **Fichier NERE (Fichier National des Entreprises et Regroupements d'Entreprises du Burkina)** en termes de nombre de salariés, de chiffres d'affaires, de catégories professionnelles, d'activités principales exercées et de localisation géographique. Le taux de réponse global est de 89% pour le premier semestre 2016.

Tableau 1 : Taux de réponse par catégorie professionnelle

Catégorie	Activité principale recodée	Echantillon de base	Réalisation	Taux de réponse
<b>COMMERCE</b>	Autres commerce	92	92	100%
	Commerce de céréales	17	13	76%
	Commerce de matériaux de construction	41	32	78%
	Commerce de produits alimentaires et boissons	57	44	77%
<b>Total COMMERCE</b>		<b>207</b>	<b>181</b>	<b>87%</b>
<b>INDUSTRIE</b>	Autres industries	41	31	76%
	Industrie Agroalimentaires	25	24	96%
	Industrie de construction	44	39	89%
	Industries minières et extractives	6	2	33%
<b>Total INDUSTRIES</b>		<b>116</b>	<b>96</b>	<b>83%</b>
<b>SERVICES</b>	Agences de conseils et d'études	27	27	100%
	Autres services	49	47	96%
	Hôtels et restaurants	29	29	100%
	Technologies de l'information et de la communication	30	30	100%
	Transports et Transit	25	22	88%
	Secteur financier	17	15	88%
<b>Total SERVICES</b>		<b>177</b>	<b>170</b>	<b>96%</b>
<b>Total général</b>		<b>500</b>	<b>447</b>	<b>89%</b>

Nos remerciements à toutes les entreprises qui ont bien voulu répondre à cette enquête